

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > A Gauche (Europe) > GACE, rencontres européennes (Europe) > **Une étape intermédiaire, avant une nouvelle bataille politique et sociale**

Athènes

# Une étape intermédiaire, avant une nouvelle bataille politique et sociale

Conférence de la Gauche anticapitaliste européenne

mercredi 10 août 2005, par [VERCAMMEN François](#) (Date de rédaction antérieure : 10 juillet 2003).

Sommaire

- [Mouvement anti-guerre après la](#)
- [L'offensive de l'UE](#)
- [Offensive patronale, contre-of](#)
- [Le misérable retour de la](#)
- [Étape intermédiaire, nouvelles](#)

Une idée est fortement ancrée au sein des Conférences de la Gauche anticapitaliste européenne (1) : l'avancée vers une nouvelle force politique radicale est liée à des expériences socio-politiques de grande ampleur. Ce sont elles, et pas les débats idéologiques, qui provoqueront les réalignements et les rapprochements politiques, l'accumulation de forces, l'enracinement dans la société, ainsi que le dégagement d'une plate-forme qui parle à la masse de la population et de la jeunesse.

De ce point de vue, on a été servi. Rien qu'en ce début de l'année 2003 : une guerre dont l'impact politique s'est fait sentir dans tous les recoins de la planète, suivie d'une remobilisation spectaculaire du monde du travail, dans plusieurs pays européens, autour d'un objectif commun.

Paradoxalement, cette puissante dynamique centripète ne produit pas encore, à cette étape intermédiaire, une simplification et un renforcement des conclusions analytiques et tactiques, ni une poussée politique et organisationnelle « robuste ». La Conférence d'Athènes, prélude aux nouvelles mobilisations à Thessalonique, a eu lieu trop tôt (début juin) pour en révéler pleinement la portée.

## Mouvement anti-guerre après la guerre

Le point de départ, et le point fort, a été sans conteste le rôle du puissant mouvement anti-guerre international. Pour l'Europe, son point de départ a été le Forum Social Européen de Florence - la force politique gagnée par un immense débat, et la manifestation du « million ». L'initiative a appartenu entièrement aux forces radicales - politiques et sociales. Que d'autres s'y soient joints - de la social-démocratie au Pape - est encore à mettre au crédit de celles-ci : à la tête de ces fronts unitaires plus larges, elles ont exercé une véritable hégémonie dans plusieurs pays, notamment en Italie et en Espagne, ou, comme en Grande-Bretagne, ont mis le gouvernement Blair en difficulté et ébranlé le Labour Party. Même dans des pays comme la France, l'Allemagne et la Belgique, les gouvernements, opposés à la ligne Bush-Blair, n'ont pas réussi à créer une « union sacrée » ni à endiguer et démobiliser l'occupation des rues et des cités. Il faut retourner trente ans en arrière pour retrouver une telle ampleur de mobilisation de masse, une telle volonté d'en imposer aux

classes dominantes, une telle situation de « débordement » des appareils réformistes. Et c'est certain que les rapports politiques, organisationnels et personnels noués dans cette période se seront consolidés, quitte à rebondir à la prochaine occasion.

Mais, ce bilan favorable est questionné par trois faits. D'abord, le mouvement n'a pas réussi à empêcher la guerre, alors que « le maximum » de conditions favorables étaient réunies : la mobilisation par en bas, les contradictions entre grandes puissances, la paralysie des institutions internationales « neutres », l'isolement idéologique et pratique de l'impérialisme américain. Ce facteur d'échec a engendré certainement des sentiments mitigés dans les masses populaires (« Qui a gagné ? », « Qui est le plus fort ? »). La défaite de l'armée irakienne (presque) sans combattre alimente cette impression de « puissance incontournable ». Bush tend à la renforcer par ses menaces contre la Corée du Nord, la Syrie, l'Iran, et ses agissements en Palestine. Deuxièmement, les contradictions au sein du bloc atlantique qui sont apparues en force pendant la guerre, en ont surpris plus d'un. Et elles n'ont pas disparu. Elles marqueront désormais les sociétés européennes.

L'Union européenne (UE) en a tiré les conclusions (à son Sommet de Thessalonique) par la note de Solana : rejoindre la politique américaine « contre le terrorisme international », mais en même temps refuser le monde unipolaire (dominé par les USA) et adopter une Constitution qui met en place un État supranational à la hauteur de la puissance économique de l'UE. Troisièmement, l'énorme vague anti-guerre n'a pas nettement récompensé les partis qui furent en pointe, lors des récentes élections nationales, notamment là où elle était la plus forte, en Italie et en Espagne. Le Parti de refondation communiste d'Italie, pourtant « le » parti du mouvement, ne récolte pas les fruits du rôle très important et très visible qu'il a joué. La gauche italienne dans son ensemble progresse (en pourcentage), mais Berlusconi n'est pas vraiment sanctionné. En Espagne, Aznar tient le coup : la Gauche unie (IU) progresse un peu, évitant un effondrement annoncé ; mais le PSOE grignote à peine l'électorat de la droite. Ces trois points lancent un débat. Ils ne conduiront pas automatiquement à un consensus qui permette de redémarrer dans la continuité.

La « feuille de route » (des quatre : USA, UE, ONU, Russie) vise à isoler et écraser le peuple palestinien - qui aura besoin d'une grande solidarité dans une situation politique-diplomatique complexe. L'occupation américaine de l'Irak, de plus en plus « problématique » et insupportable, démontrera sans doute que « la victoire facile » ne fut que provisoire. Les principaux pays impérialistes, qui ont joué « la réconciliation » à Evian au G8, seront-ils capables de trouver une stratégie commune devant le borbier moyen-oriental ?

### **L'offensive de l'UE**

Mais ce qui pèsera certainement sur la situation politique européenne, c'est la longue offensive - de septembre 2003 à juin 2004 - de l'UE pour passer à une nouvelle étape : créer un État supranational et gagner une légitimité populaire suffisante. La véritable nature de l'opération sera limpide : antidémocratique, antisociale, militariste. Mais cela ne signifie pas que le débat le sera aussi.

Pour deux raisons. Devant un choix aussi fondamental qui met en jeu les mécanismes de stabilité et de régulation du capitalisme européen, tous les réflexes conservateurs et légitimistes vont jouer et seront amplifiés. La pression pour le « oui » (au projet de la Constitution) sera énorme. Le choix engagera l'avenir des partis politiques et des carrières personnelles. Les opinions de fond vont être émasculées et torturées par les tactiques, les manœuvres, les opportunistes, les coalitions occultes, etc. Toutes les astuces, en vogue depuis le début de l'unification européenne, vont ressortir : le « moindre mal » ; la possibilité d'amender les textes à l'avenir ; le « il faut choisir son camp » ; la crainte de voir mélanger sa voix avec la droite/extrême-droite nationaliste ; celle de ne pas « miser

sur le pire », de se souder contre les Américains, d'éviter la crise de l'UE qui serait une catastrophe ; etc. Il ne fait pas de doute que la social-démocratie européenne sera alignée - en fait elle l'est déjà de par sa collaboration dans la Convention (qui a préparé le projet de Constitution depuis plus d'un an). S'y opposer sera donc un crime de lèse-majesté !

Même dans certains partis communistes, jusque et y compris les forces constitutives du Forum Social Européen, les ralliements - « critiques » bien entendu - pourraient se multiplier. D'un autre côté, une gauche nationaliste (PC grec et PC portugais, le courant Chevènement en France, une flopée de petits partis maoïstes et/ou staliniens) se manifesterait également, qui rejette l'UE au nom de la défense de la souveraineté nationale (et donc de l'État bourgeois). La clarification politique sera un processus compliqué. Elle créera au départ plus de confusion que de clarté.

La gauche anticapitaliste européenne est devant le défi d'être résolument opposée à l'UE, et résolument pro-européenne, en faveur d'une autre Europe. Alors que la confrontation avec « la gauche nationaliste » sera plutôt simple, voire caricaturale, le débat avec « les courants de gauche » pro-UE sera autrement difficile. Car ce débat sera moins idéologique-abstrait et nettement plus politique : il ne suffira pas de développer les contours et la perspective générale d'une autre Europe opposée au repli nationaliste. Les régulations et les normes, édictées et contrôlées par l'UE, interviennent de plus en plus dans la vie quotidienne des citoyens européens. Elles influencent de plus en plus, indirectement et directement, les conditions concrètes de la lutte de classe. Sans une formulation « européenne » des revendications partielles, une compréhension européenne des mécanismes de l'État, une perspective politique européenne globale, un mouvement ouvrier et social européen, on ne parviendra pas à gagner à notre alternative des couches militantes de plus en plus nombreuses et de plus en plus concernées. L'accélération et l'approfondissement de la mise en place de l'État bourgeois-impérialiste qu'est l'UE offre une opportunité aux organisations de la gauche anticapitaliste pour rattraper leur retard.

### **Offensive patronale, contre-offensive des travailleurs**

Comme c'était prévisible, à peine la guerre irakienne terminée, les gouvernements européens ont attaqué sur le front social, renforçant leur offensive. Cela vaut en particulier pour ceux qui ont cultivé leur popularité sur le dos de l'anti-américanisme. Ils avaient une stratégie « clé en mains » depuis « Lisbonne » (mars 2000), le Sommet de l'UE, et le feu vert pour attaquer les retraites (sommet de Barcelone, mars 2002). « L'harmonisation » européenne du côté patronal est frappante. Cette fois-ci, la riposte de la classe ouvrière l'a été aussi : l'Autriche, l'Allemagne, la France (après le Portugal, l'Espagne, l'Italie, et la Grande-Bretagne, avec des luttes partielles mais très dures) ont été bousculées par des grèves générales.

La classe ouvrière a, à nouveau, occupé les devants de la scène politique. La combativité a surpris la bourgeoisie, qui avait commencé à croire en sa propre idéologie de « la disparition » du monde du travail et de la gauche... Une règle est rétablie : pour peu que les conditions d'efficacité soient réunies, les travailleurs et travailleuses s'engagent nombreux et avec énergie dans des luttes de grande ampleur. Ils apportent la preuve que la politique néolibérale reste massivement impopulaire, même si les défaites passées ont laissé des traces de lassitude et de scepticisme. Les grèves gardent une forte légitimité dans la population, nonobstant le matraquage des médias. En plus, les luttes des métallurgistes italiens au printemps 2001 l'avaient annoncé et les grèves récentes des enseignants en France l'ont confirmé : une nouvelle génération militante est née. Il s'agit donc d'un très important changement, tant en ce qui concerne le climat idéologique que la réactivation du mouvement syndical et le rapport de forces entre les classes.

Mais cette remontée reste encore « contradictoire ». Elle n'est qu'à ses débuts. Elle est directement menacée par la brutalité de la droite au gouvernement et des patrons « souverains », tentés de l'étouffer dans l'œuf.

Le niveau d'activité est plus élevé que jamais dans ce cycle qui débute. L'Autriche a été le théâtre de la plus grande grève générale (de 24 heures) depuis la guerre (1 million sur les 3 millions de travailleurs !). En Italie, il y a une activité gréviste depuis bientôt deux ans, où des millions de travailleurs ont occupé, à plusieurs reprises, la rue tant pour un objectif politique (la guerre) que leurs propres revendications. En France, la récente « grève générale rampante », avec des millions de travailleurs dans la rue a été, par une succession impressionnante de « journées d'action », l'action la plus forte depuis « Mai 1968 ».

Mais de l'autre côté, cette énorme activité ne suffit pas pour obtenir gain de cause. En Autriche, le gouvernement de droite a momentanément reculé. C'est difficile pour le pouvoir où siège le FPÖ semi-fasciste, de s'en prendre au pouvoir de la bureaucratie syndicale. Mais en France et en Italie - où la contre-offensive des travailleurs est coriace - les gouvernements Berlusconi et Chirac-Raffarin ne cèdent pas. Au contraire, ils annoncent, pour l'automne, la poursuite de l'offensive antisociale contre les acquis obtenus par les travailleurs tout au long du XX<sup>e</sup> siècle. Le but est clair : affaiblir les syndicats, démoraliser les travailleurs, gagner en compétitivité. Signe que les bourgeoisies européennes, soutenue par l'UE, y mettent la gomme : le gouvernement rouge(?) - vert(?) de Schröder passe en force par une attaque tous azimuts (retraites, santé, conditions d'embauche et licenciement, allocations de chômage, etc.), provoquant d'emblée la plus grande crise du mouvement syndical allemand depuis la fin de la guerre mondiale. Et l'Allemagne était le verrou, « en retard » sur le calendrier néolibéral européeniste.

Ainsi au moment où la remobilisation s'enclenche, on mesure l'impact des défaites des 20 dernières années sur la cohésion du monde du travail et du mouvement ouvrier et syndical.

Il s'agira vraiment de reconstruire la résistance sociale et de réorganiser un mouvement syndical actif et démocratique. On verra dans les mois devant nous quelle sera la contribution du mouvement altermondialiste, en particulier du Forum social européen (FSE) et des forums sociaux nationaux, à cet aiguisement du conflit entre patrons et travailleurs.

### **Le misérable retour de la social-démocratie**

La social-démocratie a joué un rôle actif et néfaste dans ce recul, en brisant le socle commun des droits sociaux et en réduisant le poids du mouvement syndical. Elle-même a payé, par son adhésion acharnée à la politique néolibérale, le prix fort, affaiblissant sa base parlementaire et dilapidant sa cohésion politique d'antan. Si un retour sur son programme « classique » (keynésianisme, services publics, sécurité sociale, niveau de vie) est totalement exclu, son retour au gouvernement ne l'est pas. Par le jeu du contraste des gouvernements de droite, elle peut engranger une prime, peut-être suffisante pour postuler à une rentrée dans les gouvernements prochains.

Situation perverse : à défaut d'une force politique vraiment de gauche, chasser la droite implique le retour de la gauche néolibérale usée et dépouillée de toute velléité de programme alternatif : l'Olivier, dont les Démocrates de gauche (DS) en Italie, le PSOE en Espagne et le PS en France. C'est un retour misérable de tous points de vue : d'abord, parce qu'il se fera sur une politique néolibérale à peine différente de ses prédécesseurs ; ensuite, cette gauche néolibérale aura probablement besoin du soutien politique en Italie (PRC), en Espagne (IU) et en France (PCF+Verts) pour former une majorité parlementaire. La misère des sociaux-démocrates pourrait provoquer une confusion lamentable dans certains partis communistes. Déjà le PDS allemand, en tant que

partenaire junior du SPD au sein des administrations des Länder de Berlin et de Mecklenburg-Vorpommern n'hésite pas à montrer une « fiabilité étatique » sans faille en appliquant une politique d'austérité brutale ; des gages, bien sûr, pour sauter à la prochaine occasion dans le gouvernement fédéral. Décidément, le désastre du PCF, après le gouvernement de la gauche plurielle, n'a pas été « assimilé », à commencer dans le PCF même.

### **Étape intermédiaire, nouvelles batailles**

La situation d'aujourd'hui, après une première étape, est paradoxale : il y a un écart manifeste entre l'énormité de l'intervention historique des masses sur le terrain politique et social à l'échelle mondiale, d'une part, et de l'autre, elle n'a pas encore, à cette étape, affecté fortement les structures institutionnelles et les organisations politiques et sociales.

Les bureaucraties traditionnelles (syndicales et partidaires) ont connu un recul sans précédent et perdu le monopole sur les grandes mobilisations et les initiatives politiques, y compris sur le plan international. Mais on n'est qu'au début d'une force alternative.

L'essor du mouvement altermondialiste a renversé la tendance de recul profond de vingt ans (1980-1999), spectaculairement, créant au travers d'événements vraiment historiques, un nouvel esprit d'émancipation, d'auto-activité, d'espérance. Ce mouvement est très légitime, mais encore peu enraciné.

Le nouveau mouvement social a stimulé et inspiré celui des travailleurs (le mouvement syndical en particulier) mais il n'a aidé qu'à « réveiller » celui-ci, pas à le renforcer dans ses structures militantes. Le mouvement syndical, selon les pays, a mené des batailles fortes, importantes, « surprenantes » en contraste avec la période précédente, mais il s'avère qu'il n'est qu'au début d'une véritable re-syndicalisation, notamment sur les lieux du travail. Le mouvement anti-guerre - issu directement du mouvement altermondialiste - a été extraordinaire par son impact sur les sociétés et les grandes organisations de masse traditionnelles, mais ce fait très politique n'a joué qu'un rôle secondaire même dans les pays les plus « pacifistes ». A partir des énormes masses en mouvement, tant dans les manifestations que sur les lieux de discussion, très peu sont venus renforcer les « nouvelles » organisations pour s'y engager comme « militant(e)s ».

L'écart le plus significatif est certainement celui entre l'activité sociale et l'engagement politique (électoral et partidaire). C'est un fait explicable, sans doute passager, mais réel. Rien à voir, de ce point de vue, avec « Mai 1968 » où des milliers de jeunes s'organisaient dans des partis révolutionnaires. Cela débouche, pour le moment, sur la faiblesse relative des « nouvelles » forces (sociales, politiques) alternatives à la gauche de la social-démocratie.

C'est à partir de ce bilan intermédiaire que toutes les forces conscientes raisonnent. Pour la gauche anticapitaliste européenne, il s'agit d'un double enjeu : être dans les batailles sociales et participer aux échéances électorales principales. Elle a de solides convictions et des expériences tactiques multiples, ce qui devrait lui permettre de contribuer à l'étape qui s'ouvre.

Cette nouvelle situation interpelle aussi les PC. Au vu d'une certaine faiblesse de la gauche alternative, d'un système électoral très antidémocratique, et de la difficulté de « battre la droite », certaines manœuvres tactiques peuvent se justifier. Le danger c'est de passer de la manœuvre à l'engagement politique : une participation gouvernementale avec une social-démocratie plus que jamais embourbée dans le néolibéralisme, signerait la fin d'un cycle de radicalité et mettrait le Parti en lambeaux. Personne ne devrait oublier la triste expérience (pour les militants communistes) du Parti Communiste Français.

La Gauche Anticapitaliste Européenne a, dans sa Conférence d'Athènes, pris une double décision. D'abord nous voulons nous constituer comme un courant spécifique (par l'histoire, la tradition, la sensibilité politique), selon la terminologie qu'utilise l'UE pour désigner les organisations, « un Parti Européen de la Gauche anticapitaliste ». C'est un pas important, non anodin. C'est un appel, partout en Europe, pour avancer dans cette direction : regroupement, dans chaque pays, et sur le continent européen, du maximum de forces radicales, pluralistes, représentatives non-sectaires. Mais nous ne confondons pas la mise en place d'une telle formation, avec la bataille politique à l'occasion des élections européennes de juin 2004. Il s'agira aussi de battre la politique social-libérale, de constituer un bloc électoral large et unifié, capable de dialoguer avec les forces sociales.

10 juillet 2003

1. Les Conférences de la gauche anticapitaliste européenne (GACE) regroupent des partis, des mouvements ou des coalitions qui partagent une orientation clairement anticapitaliste, internationaliste, antiraciste et féministe, ainsi que l'objectif d'une société démocratique et socialiste. Initiées en mars 2000 (première conférence à Lisbonne) par l'Alliance rouge et verte (Danemark), le Bloc de gauche (Portugal), le Parti socialiste écossais et la Ligue communiste révolutionnaire (France), elles se donnent pour l'objectif d'unir la gauche radicale à l'échelle européenne sur la base du débat, du pluralisme et de la coopération, afin de construire une alternative politique européenne aux partis de la social-démocratie néolibérale. Lors de la sixième conférence, tenue à Athènes les 9-10 juin 2003, on notait la présence de : l'Alliance rouge et verte du Danemark, le Bloc de gauche du Portugal, le Scottish Socialist Party (SSP d'Écosse), la Ligue communiste révolutionnaire de France, le Socialist Alliance et le Socialist Workers Party pour l'Angleterre et le Pays de Galles, l'Espacio Alternativo de l'État espagnol, le Parti de refondation communiste (PRC) d'Italie, Solidarités de Suisse, le Parti de la liberté et de la solidarité (ÖDP) de Turquie, ainsi qu'à titre d'observateurs le Socialist Party (Grande Bretagne) et le Socialist Party (Irlande). De plus Synaspismos (Grèce), Esquerra unida i alternativa (État espagnol) et le DKP (Allemagne) ont participé aux travaux à titre d'invités. D'autres organisations qui avaient participé à l'une au moins des conférences précédentes - l'Alliance électorale rouge de Norvège, le Partis socialiste des Pays Bas, La Gauche du Luxembourg, Izquierda Unida de l'État espagnol, le Mouvement pour le socialisme de Suisse - n'ont pu se rendre à Athènes.

---

**P.-S.**

François Vercammen est membre du Comité international de la IV<sup>e</sup> Internationale et de son Bureau exécutif.